



## **BUDGET 2019**

### **Vous avez dit pognon de dingue ?!**

Le projet de budget dévoilé lors du conseil des ministres du 18 septembre 2018 tient les tristes promesses du Premier ministre lors de son interview au Journal du dimanche il y a quelques semaines.

C'est la même imposture intellectuelle qui est à l'œuvre : on prétend faire « le choix du travail » alors que c'est précisément le monde du travail qui fait les frais du prochain budget. Quelle injustice, alors même que l'augmentation faramineuse du déficit de l'État est en premier lieu due à la transformation du CICE en baisses de cotisations.

Imposture encore, quand on prétend réaliser 6 milliards d'euros de baisses d'impôts alors qu'en fait la suppression des cotisations sociales au titre notamment des assurances chômage et maladie et l'exonération des cotisations sociales sur les heures supplémentaires sont un hold-up sur les salariés auxquels on ampute, de fait, une partie du salaire brut et socialisé, avec toutes les conséquences que l'on connaît sur la sécurité sociale et son financement. On donne d'une main ce que l'on reprend de l'autre en un savant tour de passe-passe.

Imposture toujours, quand on met en avant l'augmentation du minimum vieillesse alors que, dans le même temps, les retraités subissent de plein fouet la hausse de la CSG à taux plein et la désindexation des pensions. Imposture, enfin, quand on prétend mieux servir les usagers alors même que les coupes dans les effectifs mettent le service public à l'os et font courir les plus grands risques à la qualité et à l'égal accès aux services publics de santé, d'éducation, du travail, de l'écologie, des finances, etc. Quel symbole représente dans la période la baisse de 800 postes à Pôle emploi ! Il faut aussi aborder la réorientation des missions qui fait de la sanction une priorité au détriment du conseil !

Pour la CGT, le modèle social est garant de l'égalité entre citoyens quel que soit le lieu où ils vivent et travaillent. Le désengagement de l'État, la baisse des dotations aux collectivités locales, entre autres dispositions iniques, ne font qu'accroître les inégalités entre les territoires et mettent à mal le modèle républicain.

La CGT dénonce ce budget au service, une nouvelle fois, des plus aisés. Elle dénonce le « pognon de dingue » distribué sans vergogne aux entreprises (rappelons encore une fois que les aides aux entreprises représentent plus de 200 milliards d'euros) sans que jamais ne soit prouvée l'efficacité réelle sur l'emploi... Bien au contraire !

La CGT est porteuse de propositions au service d'un financement pérenne des politiques publiques et des services publics indispensables à leur réalisation.

**Elle appelle les salariés, du public comme du privé, les retraités et les privés d'emploi, à faire du mardi 9 octobre une puissante journée de mobilisation interprofessionnelle au service du progrès social.**

**Montreuil, le 25 septembre 2018**